



Assemblée générale

Distr. générale
8 octobre 2013
Français
Original : espagnol

Soixante-huitième session

Point 69 b) de l'ordre du jour

Promotion et protection des droits de l'homme : questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales

Note verbale datée du 1^{er} octobre 2013, adressée au Secrétaire général par la Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de Cuba auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments au Secrétaire général et a l'honneur de lui faire tenir ci-joint le texte de la Déclaration finale du quatrième Forum de la société civile pour la libération des Cinq, organisé à La Havane le 20 septembre 2013 (voir annexe).

La Mission permanente serait reconnaissante au Secrétaire général de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente note et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 69 b) de l'ordre du jour.



**Annexe à la note verbale datée du 1^{er} octobre 2013 adressée
au Secrétaire général par la Mission permanente de Cuba
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration finale du Quatrième Forum de la société
civile cubaine pour la libération des Cinq**

La Havane, le 20 septembre 2013

Le quatrième Forum des organisations de la société civile cubaine et des organisations internationales sises à Cuba pour la libération des Cinq, tenu à l'occasion de la Journée mondiale pour la libération des Cinq, dénonce et condamne à nouveau l'incarcération injuste de Gerardo Hernández, Ramón Labañino, Antonio Guerrero et Fernando González, qui sont détenus aux États-Unis depuis 15 ans. Un des prisonniers, René González, est rentré récemment à Cuba après avoir purgé l'intégralité de sa peine. Il serait inadmissible et extrêmement cruel de faire subir le même régime aux quatre autres, sachant que leurs peines sont bien plus lourdes et qu'à ce compte-là Gerardo Hernández finira ses jours en prison.

Les Cinq héros cubains ont été condamnés à des peines excessives, pour des faits qui n'ont jamais été prouvés, à l'issue d'un procès truqué tenu à Miami dans un climat d'hostilité extrême et sans garanties de procédure, comme l'ont établi les avocats de la défense et comme l'ont reconnu plusieurs organisations internationales prestigieuses de juristes indépendants.

Les sommes que le Gouvernement des États-Unis a versées secrètement et illégalement aux journalistes avant le procès, pendant les débats et durant les délibérations du jury, pour faire publier des articles faisant accroire la culpabilité des cinq Cubains à l'opinion publique et au jury constituent à elles seules une cause suffisante d'annulation du procès.

Le parquet américain n'a établi la réalité d'aucun des faits reprochés et le tribunal a condamné à la perpétuité des accusés qui jamais ne se sont emparés de quelque secret que ce soit ni n'en ont divulgué et qui n'ont nullement porté atteinte aux États-Unis.

Ces cinq patriotes surveillaient les activités d'organisations terroristes anticubaines, qui opèrent aux États-Unis en toute impunité depuis des années, en vue de prévenir la commission de nouveaux actes de vandalisme contre Cuba.

Le 27 mai 2005, le Groupe de travail des Nations Unies sur la détention arbitraire a déclaré que l'emprisonnement des Cinq était arbitraire et exhorté le Gouvernement des États-Unis à prendre les mesures nécessaires pour remédier à cette situation arbitraire.

Ces héros cubains ont été soumis à des peines et traitements cruels, inhumains et dégradants destinés à briser leur volonté et à les amener à se déclarer coupables de crimes qu'ils n'ont jamais commis. Les membres de leur famille ont également été victimes de mauvais traitements et d'atteintes à leurs droits, certains ayant eu la douleur de ne pouvoir rendre visite aux prisonniers du fait des interdictions imposées par les autorités américaines.

Face à cette injustice, le Forum des organisations de la société civile a l'obligation morale, civique et humanitaire de condamner le sort qui est fait aux

Cinq, pour contribuer à attirer l'attention sur les violations grossières des lois, règles et procédures des États-Unis et des droits et droits de l'homme qui ont abouti à leur condamnation et à leur incarcération pendant 15 ans.

L'ignorance énorme dans laquelle sont plongés l'opinion publique internationale et le peuple américain permet au Gouvernement des États-Unis de méconnaître sa responsabilité dans la situation des quatre Cubains antiterroristes qui sont encore détenus et de ne pas respecter leurs droits de l'homme et ceux des membres de leur famille.

Les organisations de la société civile cubaine demandent au peuple américain ainsi qu'à tous les hommes et à toutes les femmes de bonne volonté de bien vouloir entendre et soutenir leur appel en faveur de la libération immédiate de leurs quatre frères injustement détenus dans les prisons américaines. Plus particulièrement, depuis ce forum, elles prient le Président des États-Unis, M. Barack Obama, de mettre fin à cette scandaleuse infamie, de faire appliquer la justice et le droit de son pays en libérant immédiatement Gerardo, Ramón, Antonio et Fernando, et de remédier aux violations commises par les administrations antérieures dans la gestion de cette affaire, conformément aux attributions que la loi lui confère.

Le quatrième Forum des organisations de la société civile pour la libération des combattants antiterroristes exprime son espoir et demande respectueusement au Président des États-Unis d'accueillir favorablement son appel, qui est le cri des hommes et des femmes du courageux peuple cubain.

Quinze ans, Monsieur Obama, vous ne trouvez pas que c'est déjà trop long?
